



CCMMEP
8 juillet 2024

Déclaration liminaire CGT

Une école à la hauteur des enjeux

La CGT tient d'abord à exprimer son soulagement au lendemain du 2nd tour des législatives. Tant pour les personnels que pour les élèves, un gouvernement du Rassemblement National aurait constitué une réelle menace pour le service public d'Education nationale. Nous saluons le travail et l'énergie des militant·es qui partout sur le territoire en France hexagonale et en Outremer n'ont pas compté leurs heures pour alerter sur le dangers du vote RN. Tribunes, pétitions, appels intersyndicaux : nombreux sont celles et ceux qui ont eu le courage d'exprimer leurs convictions antifascistes jusqu'à la veille des résultats.

Nous n'oublions pas les directions prises ces derniers mois par le gouvernement, toujours plus proches des idées du RN. Ces discours et ces graves dérives vers une école toujours plus autoritaire n'ont fait qu'accentuer le poids des idées d'extrême droite dans le pays.

Pour autant : tout reste à faire.

D'un point de vue général d'abord, il est urgent de reprendre la main sur nos conquits sociaux (retraite, assurance chômage...) et de donner les moyens nécessaires à nos services publics.

Ainsi, dans l'Education nationale et l'enseignement supérieur : il nous faut réparer, construire et inventer une école à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques de demain. Nous revendiquons depuis des mois un plan d'urgence pour l'Éducation, de l'école maternelle jusqu'à l'université. Les personnels souffrent de la situation - la grave crise du recrutement en est l'illustration - il faut qu'ils soient enfin entendus.

Ce 8 juillet - comme le 28 juin dernier - la CGT demande donc l'abandon du texte à l'ordre du jour de ce CCMMEP. L'enseignement initial des enseignant·es doit être réformé, mais surtout pas comme prévu par ce décret. Les futur·es enseignant·es doivent être dignement rémunéré·es mais aussi respecté·es et épaulé·es. L'amélioration de leurs conditions de travail et de formation doit être la priorité.

De même, il est incontournable

- de supprimer les réformes de la Voie Pro et celle dite du « Choc des Savoirs » qui accentueraient les inégalités scolaires et sociales,
- de supprimer le système du « Pacte » qui n'a pour objet que de masquer les problèmes de recrutement et l'insuffisance des salaires.

L'orientation doit être réalisée au profit des élèves et non au détriment de leur avenir et de leur choix. ParcoursSup doit être abandonné au profit d'un système qui épaulé et aide les jeunes étudiant·es à trouver leur voie et à réussir.

L'autonomisation des établissements ne doit pas se faire au détriment de l'égalité sociale et territoriale : les élèves les plus défavorisé·es, comme les non-citadin·es, ne doivent pas être les laissé·es-pour-compte de l'Education nationale.

D'ailleurs, sur ce sujet, nous rappelons qu'il est nécessaire et urgent de mettre en place un contrôle régulier et efficace des établissements privés sous contrat. Le forfait d'externat doit être utilisé pour rémunérer les salarié·es de droit privé et non pour étendre le patrimoine immobilier des Organismes de Gestion. Le contenu des formations ISFEC, la destination des fonds publics alloués, le respect de la liberté de conscience et de la laïcité sont des sujets plus qu'essentiels pour éviter que les établissements – notamment confessionnels – ne continuent à être des espaces de non droit pour les élèves et les personnels. Nous continuons à terme à revendiquer à terme la nationalisation de l'enseignement privé et la fonctionnarisation sur place des personnels.

La tendance qui consiste à embaucher toujours plus de précaires doit être inversée. Nos collègues maîtres délégué·es doivent être mieux rémunéré·es et surtout, ils doivent au plus vite bénéficier d'un grand plan de déprécarisations pour qu'ils puissent accéder aux contrats définitifs.

L'enseignement catholique doit mettre fin à toute forme de bénévolat imposé qui surcharge le travail des personnels, notamment dans le premier degré.

De même, un statut et un salaire décent doivent être créés au profit des AESH : on ne peut maintenir dans la précarité ces collègues essentielles pour les élèves en situation de handicap. Même demande pour les maîtres agréé·es en contrat simple qui, faute de clarté concernant leur statut, se retrouvent dans des situations précaires.

Très généralement : l'Éducation nationale ne doit pas être considérée comme un coût mais bien comme un investissement.

- Un investissement qui permet de donner toutes les clés à ces futurs adultes pour exercer le ou les métiers qu'ils auront choisis.
- Un investissement qui permet de former les citoyen·nes de demain, Les études démontrent qu'un élève qui trouve dans l'éducation les clés de son émancipation est moins sensible aux idées d'extrême droite. Il n'est pas anodin que les dictatures s'en prennent d'abord à l'accès à l'école. L'éducation à la sexualité, les études de genre, la lutte contre le sexisme et les discriminations ne sont pas du « wokisme » mais des sujets que l'école se doit de traiter au sein de ses programmes. Par ailleurs l'ingérence des parents dans ces domaines via des groupes comme les « Parents vigilants » doit immédiatement cesser

Je m'arrête ici pour aujourd'hui : le travail est titanesque

- pour construire l'école dont nous avons besoin

et

- pour préparer la jeunesse à vivre et préserver les valeurs à la base de la démocratie.

Vous pouvez compter sur la CGT pour porter et soutenir ces projets qui demandent des moyens et des embauches – y compris au Ministère – à la hauteur des enjeux.

Pour la CGT Enseignement Privé,

Pascale PICOL

Serge VALLET

Élu·es CCMMEP